

LE MONDE. *diplomatique*

BAKOUMA

Par Juan BRANCO

*

C'est une fine rivière rouge sang qui traverse un empire de verdure. 134 kilomètres de piste oubliés de la modernité et du monde. Tracée en toute hâte il y a cinq ans par des dizaines de camions et de 4x4 rutilants, la route en latérite brûlante qui relie Bangassou à Bakouma devait apporter la prospérité à tout un pays, la fortune à ses travailleurs, et de l'énergie pour un siècle à la France. On lui promettait de devenir l'aorte d'un nouveau monde, conçu dans la précipitation en Afrique du Sud, racheté à Toronto et transbordé en Europe après avoir été immatriculé aux Îles Vierges. Ces 134 kilomètres au milieu de nulle part ont, cinq ans durant, traversé les continents, fait l'objet de commentaires, spéculations, enquêtes et faillites à Paris, Pretoria et Pékin, brassé des milliards, marqué les destins d'une infinité de personnes. Ils sont aujourd'hui dévorés par une végétation féroce et insatiable, colonisés par des crevasses, des papillons et des fourmis rouges. Ils s'apprêtent à disparaître. Leurs pulsations, loin de la grandeur des premiers jours, ne nourrissent plus, depuis l'oubli, que l'un des plus grands scandales industriels du siècle naissant.

Ces kilomètres, on y accède depuis Bangui, la capitale d'un des pays les plus pauvres du monde, la République centrafricaine, après deux jours de voyage entourés de misère et de groupe armés qui ne se laissent pas tout à fait voir. S'ensuivent quelques heures passées sur une motocyclette prisant les pannes sur une route toujours plus étroite, avant que les branches, l'humidité et un soleil de plomb ne forcent à mettre pied à terre pour traverser les derniers fleuves, rivières et ruisseaux qui nourrissent la forêt vierge de la préfecture de Bangassou. Quelques heures de marche supplémentaires laissent enfin apparaître un ensemble de cases faites de la même terre que le sol, aux toits couverts de branches sèches et aux intérieurs emplis de lits sans matelas. Un lieu sans odeur, ni couleur particulière, que le soleil habite de six heures à six heures toute l'année, nourri du manioc des champs environnants, un lieu comme un autre se dit-on, et dont l'autarcie est pourtant régulièrement rompue par le flot irrégulier d'étranges pèlerins arrivant les yeux pleins de lucre et de promesses, repartant toujours asséchés, repoussés par le poison doré qu'ils recherchaient. Un lieu encerclé par un minerai qui avait promis à l'Occident l'éternité et qui prend chaque jour un peu plus la forme de son ultime malédiction : l'uranium.

Ce lieu, son nom : BAKOUMA. Dans ses cases résident les secrets de l'effondrement du plus grand groupe nucléaire au monde AREVA.

*

Il court une légende dans les rues en terre ocre de Bangui, la capitale de la République Centrafricaine, où les enfants abandonnés pullulent : des milliers d'entre eux auraient été prénommés Areva suite à l'arrivée du groupe nucléaire dans le pays en 2007. Les espoirs suscités par la « découverte » d'immenses gisements d'uranium à l'Est du Centrafrique étaient tels que le *Général* qui présidait alors aux destinées du pays, François Bozizé, avait exigé, en échange de l'attribution des permis miniers, la construction d'une centrale nucléaire dans un village où ni eau potable, ni électricité, ni réseau téléphonique n'étaient encore arrivés. Nous étions en 2008, et les dirigeants d'AREVA Ressources Centrafrique, prévenus de l'exigence, avaient préféré montrer les plans d'écoles, stades et hôpitaux qu'ils s'apprêtaient – disaient-ils – à construire dans la région – pour un montant qui aurait dû atteindre le milliard d'euros. L'accord signé le 10 août 2008, assorti d'importants bonus financiers, avait permis le décaissement dès le 9 septembre 2008 de huit millions de dollars versés au trésor centrafricain en provenance des « fonds spéciaux » d'AREVA. Leurs voitures, avions et engins de construction massifs avaient peu après envahi une capitale habituée au rythme précautionneux et engourdi des trafiquants de diamant et considérée comme l'une des destinations les plus désagréables pour l'expatriation. Plus de cent employés avaient été recrutés à travers le pays, l'université de Bangui mobilisée pour former des géologues et des topographes et le *Général* lui-même s'était rendu en mars 2011 dans le petit village de Bakouma pour annoncer l'arrivée des temps glorieux.

Huit ans et une guerre civile plus tard, François Bozizé est parti en exil, la mine de Bakouma a été abandonnée et il n'y a aucune trace de centrale nucléaire dans un pays où l'espérance de vie ne dépasse toujours pas les cinquante ans, et le PIB par habitant, 350 dollars. Les bébés Areva se sont évaporés, et avec eux, les rêves de développement qu'avait alimenté l'entreprise française. L'électricité, l'eau potable, le réseau téléphonique qui avaient brièvement fait leur apparition ont complètement disparu du village. Les routes, les hôpitaux, les écoles promis n'ont jamais été construits. À la place, des dizaines d'enfants au ventre gonflés – souffrant de malnutrition sévère et de problèmes de salubrité – hantent les cases en terre cuite d'un village qui n'avait jamais connu la faim et qui vient de perdre son dernier médecin. Sur la piste qui relie Bakouma à la préfecture de Bangassou, au pied d'une pirogue devenue nécessaire pour traverser un fleuve autrefois enjambé par un pont, un cri déchire le silence de la forêt. Le mari d'une jeune mère de deux enfants vient de mourir alors qu'il était en chemin pour se faire soigner à l'hôpital communautaire, situé à une journée de route de leur village. Trop loin, trop tard. Le cadavre sera attaché avec des cordes au corps d'un conducteur de moto, qui le portera comme il le pourra jusqu'au village natal pour le faire enterrer. La famille rentrera à pied. Après avoir accueilli des ballets d'hélicoptère, d'avions et de camions, après avoir frémi aux conséquences d'une embardée magnifique, la préfecture du Mbomou est revenue aux lisières d'un autre monde, et se prépare doucement à rompre avec nous.

La disparition du plus grand groupe nucléaire au monde, connu de tous dans le pays, a traumatisé bien au-delà de Bakouma, et la présence spectrale de l'entreprise reste partout notable. Le logo de l'entreprise apparaît encore ici et là à Bangui, sur des portes-badges et chemises qui se revendent sur le marché de Miskine pour quelques centaines de francs CFA. Le ministre des mines actuelles affirme « qu'il attend toujours un coup de fil des *français* ». Mais le siège d'AREVA, qui s'était implantée en plein cœur de la capitale, place Valérie Giscard d'Estaing, a trouvé depuis longtemps de nouveaux occupants. Et l'entreprise ne

compte visiblement pas revenir de sitôt. Car elle n'a probablement jamais envisagé de rester. L'étrange rêve qu'avait fait naître AREVA avait certes rapidement pris les atours d'un de ces cauchemars habituels de cette mondialisation. À Bakouma, les premiers salaires frôlaient à peine les 70 euros par mois – laissant des familles entières employées par l'entreprise française survivre sous le seuil de la pauvreté extrême défini par l'ONU – pour des semaines de sept jours et de 13 heures de travail, « sans pause déjeuner » précise Sylvain Ngueké, un ancien foreur. « Nous n'avions droit qu'à un jour de repos toutes les deux semaines, passé sur le site minier lui-même, sous une chaleur intense, et ces rayonnements radioactifs permanents ». Le cadre centrafricain le mieux rémunéré, le directeur adjoint du site, « touchait sept cent mille francs CFA par mois » indique un autre ancien représentant du personnel, qui lutte à Bangui pour obtenir des compensations depuis trois ans. Moins de mille euros par mois. Il ajoute : « Les conditions s'étaient dégradées depuis que les Français avaient remplacé les Sud-Africains [d'URAMIN, ndr]. Les employés travaillaient à main nue la terre où ils tombaient parfois sur des morceaux d'uranium et d'autres métaux lourds très toxiques. Personne n'avait accès à ses dossiers médicaux ». Mais les promesses de jour meilleurs, alimentées avec complaisance par un État en déliquescence, permettaient de tenir.

*



Nous sommes en 2012, à la veille de l'élection présidentielle française. Comme tous les premiers dimanches du mois, après avoir pris une avionnette pour parcourir les huit cent kilomètres qui séparent Bakouma de la capitale du pays, Gianfranco Tantardini, dit le *Géant*, se rend à la messe de la paroisse. À plus de cinquante ans, fumant cigarette sur cigarette, ce colosse au crâne rasé, ancien officier de marine italien naturalisé français, ayant commandé en son temps un sous-marin nucléaire d'attaque, entre dans l'église financée par l'*Opus dei* espagnol, s'installe sur une banquette en bois sans dossier, entouré de ses ouvriers et de leurs familles, et suit pieusement la cérémonie organisée par Jean-Noël Kinakounga, le prêtre

originaire de Zémio qui, après avoir vécu trop longtemps à Madrid avec son office et son téléviseur pour seuls compagnons, s'était décidé à rentrer pour participer au miracle que tous annonçaient.

Madame le Maire se souvient parfaitement de ce grand homme *munzu* – blanc – qui a dirigé le site minier de son village entre 2011 et 2012, employant 133 personnes dont 127 centrafricains. Elle se souvient surtout de ce jour où M. Tantardini – qui a refusé de répondre à nos questions - a décidé de réunir l'ensemble des personnels du site pour leur annoncer, après un long silence, que Bakouma serait « mise en sommeil ». Jean-Noël Kinakounga était alors en voyage à Cordoue, où il aidait son évêque à remplir des containers défiscalisés à destination de Bangui. Mais le « bruissement morbide » qui parcourait le village à son retour est resté inscrit dans sa mémoire. Peu après le rachat par AREVA d'Uramin, ses représentants avaient promis aux employés cinquante ans de travail, et leurs avaient fait signer des CDI qui prévoyaient augmentations et primes régulières. Ils seraient résiliés du jour au lendemain, sans le moindre préavis, par de simples lettres de licenciement que nous avons retrouvé, le 19 décembre 2012. À la veille de Noël.

Gianfranco Tantardini, qui se présente aujourd'hui comme un « spécialiste des situations de transition », avait en fait été dès le départ nommé par AREVA pour fermer d'urgence le site de Bakouma, acquis pour plusieurs centaines de millions d'euros trois ans auparavant après de longues négociations qui avaient directement impliqué l'Élysée et un certain Patrick Balkany. Le port raide, mutique, dur avec ses hommes, il avait préparé secrètement, consciencieusement, l'annonce fatale réduisant les rotations, recrutant quelques barbouzes dans le cas où les choses tourneraient mal et exfiltrant les cadres les plus sensibles – notamment cet ancien directeur, Christian Santa-Roman, amateur de radios aux ondes courtes, qui s'était construit sa propre mine de diamant artisanale avec le matériel d'AREVA. Des mois de préparation qui avaient été nécessaires pour s'assurer qu'aucun incident n'envoierait le repli de l'entreprise française, et un bataillon des forces centrafricaines ainsi que toute la sécurité du camp avaient été mobilisés le jour dit. Le choix des mots, le poids des armes entourant des ouvriers assis à même le sol, à l'entrée du camp, la sidération de ces hommes parfois venus de l'autre bout du pays pour participer à cette expérience qui « changerait leur vie », et tout simplement leur impuissance avaient imposé le silence suite à son discours, et avaient laissé à M. Tantardini le goût d'un travail bien fait. Quelques mois plus tard, il évacuait les employés banguissois en les entassant dans des camions d'un autre âge, les convoyant vers la capitale assis sur leurs propres biens pendant trois jours entiers, tandis que les expatriés l'étaient par avion. Près d'une centaine d'hommes et tout un village étaient eux laissés à l'abandon, et n'auraient plus jamais la moindre nouvelle, malgré les promesses d'un retour rapide sur le terrain. « On nous avait promis qu'ils reviendraient, ils avaient promis que ce n'était qu'une suspension, mais le seul objectif était d'éviter les sanctions financières », décrit, sous condition d'anonymat comme beaucoup d'autres anciens employés, un des responsables du personnel resté dans le village. « Nous n'avons toujours pas reçu de notification officielle de leur retrait », affirme l'actuel ministre des mines de l'État centrafricain.

*

Bip, bip, bipbipbip... À travers les hautes herbes, les chemises se détrempent et la respiration devient difficile. 35, 36, 37... 40 degrés. Le camp minier de Bakouma ressemble au no-man's land de *Stalker* : un espace maudit où se mêlent verdure, ruines et rouille dans un amas de moins en moins différencié. Quarante ans d'expéditions faillies et de relation

françaises se concentrent dans cette immense cuvette radioactive où une épaisse couche de boue et de feuillages a déjà recouvert les constructions abandonnées il y a moins de quatre ans. Les matériels laissés tels quels par l'URBA – première société française à avoir tenté d'exploiter la mine de Bakouma dans les années soixante-dix, et qui était déjà une filiale du futur AREVA – laissent apparaître, un demi-siècle après, une radioactivité encore dix fois plus importante que la normale. À terre gisent des centaines de boîtes en plastique qui ont servi au stockage d'échantillons de minerai, tandis que quelques mètres plus loin des sacs hermétiques en aluminium jonchent le sol. Utilisés pour transporter des morceaux de minerai radioactifs, ils n'ont jamais été évacués par AREVA, et sont aujourd'hui tous éventrés : « Les peuls les ont probablement confondu avec des sachets d'alimentation » nous dit un ancien foreur ayant travaillé sur place. La « réhabilitation » du site par AREVA – que l'entreprise affirme avoir mené à plus de 95% - ne semble être nulle part intervenue. Des opérations aussi sensibles et essentielles que l'enfouissement des déchets radioactifs, la décontamination des infrastructures et la sécurisation d'un site qui pourrait se révéler fatal pour les populations environnantes n'ont jamais été menées. En violation des règles les plus élémentaires, aucun panneau d'avertissement, aucune barrière n'ont été déposés et entretenus pour interdire l'accès au camp et aux anciens gisements. Lorsque l'on s'aventure sur le principal gisement, Patricia, le compteur Geiger s'affole pourtant, avant que l'appareil se perde dans une vibration continue. Les rayonnements sont omniprésents. Au-dessus de déchets radioactifs abandonnés tels quels au milieu des champs, entre une petite plantation de maïs et un troupeau de zébus guidé par une famille peule, les doses mesurées dépassent de soixante fois l'irradiation naturelle de la région, atteignant les 3 mSv/h alors qu'elles ne dépassent pas autour du village les 0,08mSv/h et tournent le plus souvent autour des 0,04mSv/h. Comme cela fut documenté au Gabon il y a vingt ans, AREVA est partie sans ne prendre la moindre mesure de protection pour les populations. Les infrastructures sanitaires ont été complètement démantelées avec le départ des derniers expatriés, et les fichiers médicaux des employés locaux ont disparu. Aucun suivi n'a été mis en place. La psychose s'est progressivement emparée d'une population qui voit avec inquiétude l'herbe ne pas repousser là où les principales sources d'uranium avaient été identifiées, et où l'on craint pour ces enfants « nés bizarres », alors même que l'irradiation est loin d'atteindre les niveaux provoquant des malformations congénitales. La mort rôde.

*

À quelques milliers de kilomètres de là, les équipes d'EDF s'apprêtent à décrocher l'immense logo blanc d'AREVA qui trône, sur fond noir, au 176^e mètre de la Tour du même nom, située en plein cœur de la Défense à Paris. Le plus puissant groupe nucléaire du monde, propriété de l'État français, est en situation de faillite technique et en voie de démantèlement, avec peut-être six mille licenciements à la clef. Le scandale industriel du siècle et les sommes astronomiques qu'il charrie semblent à des mondes de distance de ce petit village centrafricain. Qui pourrait en effet croire à Bakouma qu'AREVA a, au lendemain de l'élection présidentielle de 2007, dépensé plusieurs milliards d'euros pour l'achat et la mise en route de trois mines fantômes, dont le groupe promettait que la centrafricaine serait le joyau, avant de les fermer tout aussi précipitamment et d'en réduire la valeur à zéro, comme si de rien n'était, au lendemain de l'élection présidentielle suivante ? Quatre milliards d'euros de perte sèche inscrits dans les comptes de l'entreprise publique pour ces mines, soit l'équivalent de deux années de production intérieure brute en RCA, vingt années de budget de l'État, un siècle d'éducation et de santé pour l'ensemble de ses habitants. Et à un milliard près, ce qu'EDF s'apprête à apporter pour recapitaliser l'entreprise. Au siège, le service presse d'AREVA ne commente plus depuis plusieurs années la question, renvoyant aux « procédures judiciaires en cours ».

L'affaire si disproportionnée que lorsque la Maire du village, Eugénie Damaris Nakité Voukoulé, qui malgré ses soixante dix ans passés travaille encore quotidiennement aux champs, se voit expliquer l'affaire, elle demande à trois reprises de répéter les montants en jeu. Après un temps et un regard qui semble chercher appui dans le vide, elle rappelle qu'elle a dû se battre deux ans pour obtenir d'AREVA cent mille francs CFA - deux cent euros - pour le seul investissement qui soit resté dans le village : la rénovation de sa mairie. Les 400 000 euros de dépenses sociales et sanitaires promises, moins de 0,5% de l'argent théoriquement investi dans le site et 0,01% du coût global de l'opération pour AREVA, ne sont aujourd'hui visibles nulle part. « La seule activité sociale qu'organisait AREVA, c'était les barbecues du chef du camp un week-end par mois, avec ses amis expatriés », clame, amer, un des villageois.



L'affaire est d'autant plus inexplicable que les milliards investis par AREVA l'étaient dans une mine parfaitement connue par le nucléaire français depuis les années soixante, et considérée depuis comme inexploitable. Le gisement de Bakouma apparaît en effet pour la première fois officiellement dans les archives de ce qui s'appelle encore la COGEMA en 1969. Mais le site est connu depuis le milieu du siècle dernier, et a toujours été au cœur des relations stratégiques du territoire avec son ancienne métropole. Soixante dix ans avant le départ d'AREVA, les premiers géologues français employés par le Commissariat à l'Energie Atomique, qui venait d'être créé par Charles de Gaulle, avaient survolé et cartographié avec précision la région, sans pour autant s'y installer. Il s'agissait de répertorier et de sécuriser au plus vite les gisements uranifères disponibles dans les colonies françaises pour permettre à la métropole d'obtenir la bombe nucléaire, et retrouver ainsi son rôle dans les affaires du monde. La Seconde guerre mondiale avait quelques années plus tôt stoppé des recherches qui avaient fait de la France l'un des pays les plus avancés sur les questions nucléaires, sous la houlette des époux Joliot-Curie. Il fallait maintenant rattraper le temps perdu, et le Centrafrique apparaissait comme un terrain prometteur pour bien des minerais. Il faudrait pourtant attendre vingt ans supplémentaires et l'explosion du nucléaire civil pour que les

premiers forages aient lieu en RCA, sans qu'aucune décision d'exploitation ne soit alors encore prise.

Le Centrafrique venait de recouvrir son indépendance, et le bientôt Empereur Bokassa et ses diamants, son hermine napoléonienne et ses châteaux en France dominaient le pays. Suivant l'exemple du général de Gaulle, dont Bokassa avait été le dernier visiteur présidentiel, Valérie Giscard d'Estaing avait fait de l'ancienne colonie sa première destination officielle, avant de le transformer en véritable camp de vacances privatif, y chassant l'éléphant plusieurs fois par an sur un terrain spécialement réservé par son homologue centrafricain, finançant une cérémonie de couronnement pour Bokassa imitant sous les tropiques le sacre de Napoléon Ier, au coût équivalent au quart du PIB du pays. La familiarité des uns pour les autres était alors telle que Bokassa raconterait par la suite dans un entretien filmé en 1983 avoir plusieurs fois « partagé » son impératrice avec le Président français. François Mitterrand et ses successeurs mettraient certes plus de distance avec le pays, échaudés par la fameuse affaire des diamants qui coûterait à Giscard sa Présidence. Mais les faits sont têtus, et le mandat de François Hollande n'y a rien changé : aucun chef d'Etat centrafricain n'a été depuis intronisé ou destitué au Centrafrique sans l'intervention de l'ancienne métropole, qui maintient de façon ininterrompue une présence militaire sur le terrain aux scandales répétés, le dernier n'étant rien de moins qu'un scandale de pédophilie qui aurait touché plusieurs dizaines d'enfants de Bangui.

C'est dans ce cadre que Bakouma est devenu très tôt un enjeu stratégique pour les relations franco-centrafricaines. Des télégrammes diplomatiques datant de 1968 montrent que le village fait déjà l'objet d'échanges serrés entre Michel Debré, alors ministre des Affaires étrangères, et Bokassa et qu'il apparaît pour le Quai d'Orsay comme « le problème le plus important » qui touche aux relations avec l'État africain. La France se prend alors à promettre, non des centrales nucléaires, mais des chemins de fers qui ne verront pas plus le jour, ce qui rendra fou de rage l'empereur. L'arrivée de Giscard au pouvoir, qui « suggère » à Bokassa de laisser à son cousin la gestion du gisement, suscite un nouvel enthousiasme qui n'aura pas de suites. Bokassa, convaincu que ces tentatives avortées constituent autant de manœuvres de déstabilisation, tentera bien de remplacer les français par une société suisse, avant que TOTAL et d'autres encore ne fassent quelques forages supplémentaires. Mais la volonté politique ne réussira pas à rompre l'isolement et les difficultés géologiques qui condamnent le site à l'abandon au lendemain de la fin de la guerre froide, comme le montrent les différents documents révélés avec Wikileaks.

*

AREVA présente aujourd'hui sur son site internet les raisons de son départ de Bakouma de façon pour le moins sibylline. La page qui détaillait avec force adjectifs les grands projets de l'entreprise se sont réduits à cette simple phrase : « *En raison du faible coût de l'uranium depuis Fukushima et de l'insécurité présente dans le pays depuis plusieurs mois, AREVA a annoncé, en septembre 2012, la suspension de l'exploitation minière de Bakouma en République Centrafricaine.* ». Suspension, et non retrait comme nous l'a affirmé l'entreprise. Des termes soigneusement choisis pour éviter toute indemnisation. Le service de presse de l'entreprise d'État affirme en France que la décision faisait suite à une attaque du site minier le 24 juin 2012, alors que Luc Oursel, successeur d'Anne Lauvergeon à la tête de l'entreprise, avait été plus clair : « c'est un gisement qui n'est pas rentable ». Et une fois encore, une décision prise au lendemain d'une élection majeure en France.

Depuis cinq décennies, le site de Bakouma a été « découvert » puis « mis en suspens » un nombre incalculable de fois du fait des « qualités du gisement » et des « conditions de sécurité », dans une récurrence troublante et dont la proximité avec des événements politiques majeurs fini par interroger. Il est vrai que les prix *spot* de l'uranium – d'achat immédiat – ont touché leur plus haut niveau au moment même où AREVA rachetait les permis de Bakouma, en juin 2007. Ceux-ci commencent cependant à baisser immédiatement, pour retrouver leur niveau historique des années quatre-vingt dix deux ans plus tard, sans qu'AREVA n'ait cessé, pendant cette période, du moins officiellement, d'investir dans le gisement. Surtout, ces prix ne reflètent pas la réalité d'un marché dont la référence est pour les grandes entreprises non pas le prix *spot* – sujet à des envolées spéculatives bien connues et qui ne concerne que 5% des transactions réelles – mais les contrats européens de long-terme qui garantissent la demande sur plusieurs années et dont les variations ont été relativement faibles pendant la période concernée. Alors que Fukushima revient comme un mantra dans la bouche de tous les responsables d'AREVA interrogés à ce sujet, peu dit sur le fait que le site commence à être démantelé bien en amont de l'accident nucléaire, et peu avant que l'entreprise n'investisse dans d'autres mines en parallèle. Ainsi, malgré la chute des cours de l'uranium tant de fois invoquée, AREVA a lancé une immense exploitation similaire à *Cigar Lake* au Canada et investi en Mongolie dans une autre mine d'uranium, sans ne jamais tenter de relancer celle de Bakouma. Comme le dit l'un des cadres de l'entreprise sur place à l'époque des faits : « aucun matériel d'exploitation n'avait en fait jamais été amené sur le site. Nous sentions dès 2009 que l'exploitation n'aurait jamais lieu ».



Quant au deuxième argument avancé en France par AREVA pour justifier son départ soudain du Centrafrique, l'attaque qu'a subit Bakouma le 24 juin 2012, fait l'objet de doutes marqués sur le terrain. Les lettres de licenciement adressées aux employés centrafricains, signées par Gianfranco Tantardini et que nous reproduisons, n'indiquent d'ailleurs à aucun moment la question des conditions de sécurité.

M. Tantardini savait alors probablement que l'attaque qu'a subi le site minier et qui a été utilisée comme argument *a posteriori* pour justifier l'évacuation a semblé étrange à beaucoup des ouvriers alors sur place, qui s'en ouvrent encore aujourd'hui à demi-mots. La mise en sommeil du site, intervenue quelques mois plus tôt, condamnait déjà le site, mais ne permettait pas de le fermer sans avoir à payer d'importants dédommagements. Des habitants de Bakouma racontent avoir vu le chef du camp, quelques heures avant l'attaque du site minier, se diriger avec son pick-up, seul, vers le camp de base des rebelles, pour les guider jusqu'au gisement. « Il leur a dit de « piller » ce qu'ils souhaitaient, et a demandé au groupe de sécurité Fox de ne pas tirer » raconte un géologue qui ne veut pas donner son identité. Quoi qu'il en soit, Gianfranco Tantardini avait quelques semaines auparavant évacué tous les documents sensibles du lieu, ainsi que les personnels qualifiés. « Quand on parlait de l'attaque avec les gars d'AREVA, c'était toujours dans un demi-sourire » raconte un expatrié sous-traitant de l'entreprise en Centrafrique. AREVA continue d'affirmer aujourd'hui que l'événement rendait le maintien d'une présence sur le terrain impossible, et que la guerre civile qui suivrait présentait un cas de force majeure.

Alors que la situation sécuritaire ne se dégraderait sérieusement qu'un an et demi plus tard, c'est pourtant la coïncidence entre les mouvements soudains d'AREVA dans un secteur où elle a perdu des milliards, et les changements de majorité politique intervenus au plus haut de l'État qui interrogent. Comprendre ce qu'il s'est passé à Bakouma et dans les deux autres mines rachetées en 2007 par AREVA, c'est, en fait, loin de simples considérations industrielles et énergétiques, remonter l'itinéraire fou d'une affaire politico-financière dont le point de départ se situe aux Îles vierges britanniques, et dont les conséquences judiciaires pourraient faire basculer l'avenir politique de notre pays : l'affaire Uramin.



Uramin, ou le nom d'une *penny stock* apparemment banale, une de ces milliers de sociétés minières junior basées dans un paradis fiscal et cotant à la bourse de Toronto, aux circuits de financement très douteux, et dont le business model consiste à corrompre des autorités locales de pays peu développés pour leur soutirer des permis d'exploration miniers qui seront par la suite revendus à prix d'or à de grands groupes industriels, ainsi préservés dans leur innocence. Fondée en 2005 par Stephen Dattels, Uramin investit rapidement dans trois mines, en Afrique du Sud, en Namibie et en Centrafrique, où elle prospecte intensément pour se doter d'un bilan à l'impression flatteuse. Valorisée à 300 000 dollars en mars 2005, détenant 150 millions de dollars d'actifs début 2007, dont moins de 50 miniers, URAMIN est rachetée par AREVA en juin 2007 pour rien de moins que 2,5 milliards de dollars. Cette montagne russe longuement décrite par les médias rapporte en quelques années plusieurs centaines de millions d'euros à son fondateur, et en fait disparaître tout autant dans la nature. Elle ressemble étrangement, et cet élément n'avait jusque là jamais été souligné, aux destins qu'ont connu trois autres entreprises de ce même Stephen Dattels, dénuées de la moindre valeur et pourtant rachetées par de grands groupes étatiques pour des sommes faramineuses avant de rapidement disparaître. Elles n'ont d'ailleurs pas empêché l'homme d'affaires de continuer à travailler par la suite avec AREVA, lui faisant perdre à nouveau plusieurs centaines de millions d'euros supplémentaires via des joint-ventures avec des partenaires condamnés par la justice de leurs pays, notamment dans le cadre de Marenica Energy mais surtout de la mine fantôme de nickel de Weda Bay en Indonésie, vendue à une filiale d'AREVA 270 millions d'euros, vingt-sept fois sa valeur boursière, et aujourd'hui disparue des comptes de l'entreprise française.

Selon plusieurs interlocuteurs, AREVA serait entré en contact avec les dirigeants d'Uramin très rapidement après la création de l'entreprise, afin d'en faire un *spin off* chargé d'effectuer des opérations en son nom en Afrique. Si l'entreprise n'a jamais souhaité indiquer la date de la première prise de contact avec les dirigeants d'Uramin et que ceux-ci se refusent à tout commentaire, l'enquête judiciaire en cours a cependant démontré que le mari d'Anne Lauvergeon, Olivier Fric, entretenait des rapports proches avec les fondateurs de l'entreprise sud-africaine, au point d'y avoir investi peu avant le rachat par AREVA, et d'en avoir tiré un important bénéfice. Les procédures judiciaires permettront peut-être de comprendre pourquoi, après le rachat d'Uramin, a été maintenue par AREVA l'apparence d'investissements qui ne déboucheraient jamais sur aucune exploitation. Le *Mail & Guardian* Sud-Africain a en tous cas entre temps révélé dans une enquête fouillée qu'AREVA avait utilisé Uramin avant même son rachat pour verser plusieurs centaines de millions d'euros de commission au clan Mbeki, dans le but supposé de s'assurer la victoire dans un appel d'offres concernant plusieurs dizaines de centrales nucléaires qui ne verraient jamais le jour du fait de la défaite inattendue du chef de l'État africain aux élections suivantes. De la même façon, un ancien ministre des mines centrafricain explique qu'« [ils avaient] rapidement pensé qu'AREVA avait utilisé Uramin comme couverture pour obtenir à prix réduit les permis de Bakouma. Tout le monde savait en tout cas qu'Uramin n'était là que de passage, pour servir de tête de pont à une grande entreprise nucléaire. » Ancien inspecteur des impôts devenu après son passage au ministère détenteur d'un 4x4 avec chauffeur et de plusieurs propriétés en France financées via les « bonus » attribués par les entreprises minières, il nous reçoit dans le seul hôtel cinq étoiles de la capitale centrafricaine, où la chambre lui coûte chaque jour l'équivalent d'une année de revenu moyen d'un de ses concitoyens. « Ces affaires étaient traitées directement par la Présidence, mais l'information circulait. Lorsque l'appel d'offres pour le gisement de Bakouma a été rendu public, AREVA a fait une proposition ridicule, qui nous a forcé à accepter celle d'Uramin. Puis ils ont utilisé l'opportunité pour effectuer des malversations en survalorisant le permis lors du rachat d'Uramin. » AREVA a refusé de confirmer le montant de sa première offre à l'État Centrafricain, et n'a pas souhaité indiquer la date de leur première prise de contact avec les

dirigeants d'Uramin. L'entreprise n'a par ailleurs jamais apporté le moindre démenti aux informations du *Mail & Guardian*.



Poursuivie ou publiquement liée à des affaires de corruptions dans des pays aussi divers que la Chine, l'Afrique du Sud, le Niger, l'Allemagne, la Namibie ou encore le Gabon, AREVA fonctionne comme une excroissance de l'État français, principal actionnaire de l'entreprise via le Commissariat à l'Énergie Atomique. Ses activités, qui fournissent en combustible les filières nucléaires civiles et militaires françaises, sont de ce fait partiellement couvertes par le secret défense, permettant à tout un pan de l'activité de l'entreprise de ne pas être soumis au scrutin public. Au cœur de l'indépendance énergétique de la France mais aussi de son système de dissuasion nucléaire qu'elle fournit en combustible, AREVA fonctionne dans les faits comme un « État dans l'État », au point où les ramifications de l'affaire ont amené de nombreuses personnes à nous rappeler que tant le rachat que l'abandon des gisements d'Uramin avaient eu successivement lieu après deux élections présidentielles, faisant à chaque fois l'objet d'un suivi direct par l'Élysée. Une intervention directe, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, a même été évoquée publiquement à de nombreuses reprises. Après le rachat d'Uramin par AREVA, François Bozizé était en effet rentré dans une colère noire. Comment les permis d'exploration d'un gisement, qui ont été attribués par l'État centrafricain pour 16 millions d'euros à Uramin, et pour lesquels AREVA avait fait une offre inférieure, ont-ils pu être soudainement valorisés par cette dernière à plus de trente fois ces sommes ? « Bozizé a senti la trahison, nous raconte un haut-fonctionnaire en poste à l'époque. Il a tout de suite compris ce qui se tramait, et a bloqué l'exploitation de la mine de Bakouma, menaçant de faire annuler les permis et de les remettre en jeu. » Il faudra soixante millions d'euros – qui n'atteindront jamais les caisses de l'État centrafricain – deux ans de négociations, la mobilisation de plusieurs intermédiaires et l'intervention finale du député-maire de Levallois Patrick Balkany, proche du Président de la République d'alors, doté d'un passeport diplomatique par l'Élysée pour régler l'affaire.

Le refus persistant de communiquer sur les pertes abyssales provoquées par cette affaire pourrait étonner de la part d'une entreprise détenue par l'État, c'est-à-dire *in fine* par les contribuables français. Pourquoi le groupe a-t-il décidé de payer le gisement qu'il connaissait peut-être le mieux au monde au moins trente fois sa valeur, d'y investir – affirment ses services – près de cent millions d'euros, cinq fois plus selon certains, avant de tout simplement renoncer à l'exploiter et l'abandonner aux mauvaises herbes ? Vincent Crouzet, dans son autofiction *Radioactif*, l'organe de presse Wikileaks et l'intermédiaire Saïf Durbaar, ce dernier a une heure de grande écoute sur le service public, ont affirmé que le rachat d'Uramin n'avait eu pour but que de mettre en œuvre un immense système de rétro-commissions visant à financer la vie politique française, dans la continuité du système qui avait été organisé par ELF et les grandes entreprises d'État les décennies précédentes. Saïf Durbaar, qui avait été doté du titre de vice-ministre par Bozizé, affirme détenir les preuves de ses dires et les avoir utilisées pour protéger sa vie. Après avoir été arrêté en France et condamné à trois ans de prison ferme pour une affaire d'escroquerie, il sera libéré trois mois après. Plus étonnant encore, alors que son nom apparaît plusieurs centaines de fois dans les articles relatifs à l'affaire URAMIN, Elianne Houlette, Procureure générale du Parquet national financier, nous assurera « n'avoir jamais entendu parler de lui ». Ce même parquet qui, après des mois d'attente, a dû se résoudre à ouvrir trois informations judiciaires pour escroquerie, corruption, abus de pouvoir, diffusion de fausses informations et présentation de comptes inexacts contre AREVA, tout en prenant soin de bien « saucissonner » l'affaire afin que les juges d'instruction limitent leur champ d'enquête et ne s'immiscent pas trop dans la raison d'État. Un parquet qui est statutairement dépendant du gouvernement actuel.

AREVA prétend, alors que les documents révélés avec Wikileaks montrent le contraire, avoir obtenu un « quitus » de la part de l'État centrafricain dans l'affaire de Bakouma. Boris Heger et Etienne Huver, journalistes de Slug News enquêtant sur le sujet, ont fait l'objet, face caméra, de menaces provenant d'un conseiller membre du cabinet du ministre de la défense. Anne Lauvergeon a poursuivi en justice son ancien directeur des mines Sébastien de Montessus – exfiltré d'AREVA auprès d'une filiale privatisée... par lui-même - après que deux cabinets de détectives privés aient été payés par AREVA pour l'espionner pendant des mois. Certains des acteurs de l'affaire, comme l'intermédiaire Saïf Durbaar, disent avoir sauvé leur vie en négociant leur silence auprès des services secrets français. La Procureure financière française ne cesse de répéter, contre toute évidence, qu'il s'agissait d'une simple « erreur industrielle ». En RCA, tous les archives relatifs à Uramin et à la présence d'AREVA sur le territoire ont disparu après que la milice Seleka ait chassé Bozizé du pouvoir avec l'assentiment tacite de la France. Le directeur général des mines d'alors a vu, le jour-même de l'arrivée des milices au pouvoir, sa maison fouillée de fond en comble avant d'être saccagée. Avant le départ en catastrophe d'AREVA, et alors qu'une mission d'enquête de l'État centrafricain était en chemin vers Bakouma, Gianfranco Tantardini avait, selon un géologue alors sur place, rappelé à ses collaborateurs la nécessité de « bien vider leur corbeille », avant de formater l'ensemble des disques durs restés sur le site minier et de mettre sous clef le serveur, évacuant opportunément par avion l'ensemble des archives du groupe. L'État centrafricain lui-même ne dispose plus d'une seule copie d'un document relatif à AREVA, rendant impossible toute poursuite du groupe français. Joseph Agbo, le ministre actuel des mines, dit son « impuissance complète » sur ce dossier, qu'il a tenté de réactiver plusieurs fois, sans ne jamais réussir à entrer en contact avec le groupe français, si ce n'est via un « notaire banguissois qui les représente ici » et qui se montre plutôt mutique. Quant aux nombreux barbouzes recrutés par le service de sécurité d'AREVA dans les derniers mois de sa présence au Centrafrique, ils ont tous été replacés à de prestigieux postes. M. Tantardini est devenu rien de moins que le directeur de la SNCM, autre entreprise française impliquée dans de nombreux soupçons de malversations politico-financières, avant d'en organiser la liquidation. Aucun d'entre eux n'a accepté de répondre à nos

questions. Les travailleurs centrafricains ont bien tenté, malgré tout, de lancer une procédure judiciaire contre AREVA à Bangui qu'ils disent encore en cours. Las, le procureur de la République centrafricain dit « ne jamais en avoir entendu parler ». Témoignant sous le sceau de l'anonymat, les anciens délégués du personnel font part de leur angoisse quant aux déchets radioactifs laissés à l'air libre par l'entreprise française, mais aussi de leur rage à l'encontre de leur ancien employeur. A demi-mot des *départs* – suicides – sont mentionnés. Si beaucoup sont résigné, le traumatisme d'un effondrement complet pour certains qui, à la lueur des promesses du groupe français, avaient fondé des familles et construit des maisons, reste sensible. Le sentiment d'avoir été instrumentalisés et manipulés leur fait refuser toute possibilité d'un retour d'AREVA – qui continue pourtant à promettre année après année la réactivation du site à court-terme, comme le montrent les documents révélés avec Wikileaks, afin de ne pas verser les indemnités prévues par la loi centrafricaine en cas d'abandon pur et simple de l'exploitation. Et qu'importent les vies suspendues.



*

Cinq ans avant l'annonce du départ d'AREVA par Gianfranco Tantardini, à l'endroit même choisi par ce dernier pour faire son discours, un sud-africain prénommé Michaël, directeur du site alors qu'il appartenait encore à Uramin, avait réuni tous ses employés à l'entrée du camp, pour leur annoncer, dans un mélange de fatalisme et de grandeur: « Pour Uramin, c'est terminé. Nous étions un chien qui aboie mais ne mord pas. Demain viendra un chien qui aboie et qui mord. Ou peut-être qu'ils ne viendront pas. Mais en tout cas, nous, c'est fini. C'est comme ça, c'est le *business*. », se rappelle Jean Pascal Oudouma. Comme la COGEMA, comme Alusuisse, comme Total, Uramin était arrivée moins d'un an auparavant à Bakouma, courant 2006, et après avoir recruté dans tout le pays et imposé des cadences de travail infernales par le biais de ses sbires sud-africains, avait vidé les lieux en une journée, laissant

sans nouvelles les salariés des mois durant, avant que le premier représentant d'Areva ne prenne le relais. Henri De Dinechin, qui deviendrait le premier PDG d'AREVA Ressources Centrafrique avant de laisser sa place à M. Tantardini, promettait à son arrivée une amélioration des conditions générales de travail, et une implantation sur le long-terme que plus personne n'attendait. Un des anciens employés d'Uramin, Achille, avait alors tenté de l'interpeller, lui faisant part des inquiétudes relatives aux problèmes respiratoires que commençaient à avoir certains de ses camarades. Il lui avait raconté que Michaël était venu un jour sur le gisement et avait mis dans sa bouche des morceaux de minerai pris à même le sol pour leur « démontrer qu'ils ne prenaient aucun risque », causant un véritable effroi chez les employés présents. Henri de Dinechin, qui s'apprêtait à prendre la présidence des Amis du club de golf de Bangui, n'avait rien su répondre. De retour à la capitale, il donnerait instruction de retirer les dosimètres individuels qu'avait attribué Uramin aux ouvriers, pour les remplacer par des mesures collectives plus imprécises mais moins coûteuses. Leurs données qui ne seraient jamais partagées avec les ouvriers, ont aujourd'hui disparu. Lui partirait de toutes façons sans prévenir trois ans plus tard pour être remplacé par M. Tantardini, emportant sa femme Barbara, artiste-peintre, et sa fille adolescente, pour de nouvelles aventures à Abidjan, apercevant une dernière fois depuis son avionnette privée une piste de latérite qui, après avoir charrié trop de rêves et d'êtres humains, s'apprêtait déjà, doucement, à n'être plus.

Pour *Le Monde*
Diplomatique, décembre 2013-novembre 2016



Flèche temporelle

DATES INDUSTRIELLES (bande supérieure) : février 2005 URAMIN est créée et immatriculée aux Îles vierges britanniques ; octobre 2005 : premiers contacts avec AREVA pour un rachat. URAMIN n'a alors aucun actif. Avril 2006 : AREVA fait une offre de 235 millions d'euros pour URAMIN qui est retirée. 26 février 2006 Uramin achète les permis miniers de Bakouma pour 16 millions de dollars. AREVA a participé à l'appel d'offres et a fait une offre inférieure ; Juin 2007 AREVA rachète URAMIN pour 2,5 milliards de dollars, 50 fois la valeur estimée par URAMIN de ses actifs miniers. Elle valorise l'ensemble d'URAMIN à 3,8 milliards de dollars ; 2007 : AREVA se rend compte que les permis ne permettent pas l'exploitation de Bakouma ; 2007-2008 : AREVA négocie avec le pouvoir centrafricain pour obtenir les nouvelles autorisations. 10 août 2008 : AREVA accepte de verser 10 millions au pouvoir centrafricain, ainsi que 50 millions supplémentaires étalés sur cinq ans, pour obtenir l'autorisation d'exploitation. Patrick Balkany aurait touché au moins 5 millions d'euros au titre de commission. 2008 : AREVA découvre qu'une partie du site appartient à une autre société, URANIO. Elle doit à nouveau lui racheter ses permis. 2007-2011 AREVA investi 106,7 millions d'euros dans Bakouma ; 2010 : Première dépréciation des actifs d'Uramin, à hauteur de 426 millions d'euros, après que la division mines d'AREVA ait recommandé une dépréciation d'1,8 milliards d'euros ; 2011 Anne Lauvergeon est démissionnée ; 2011 Deuxième dépréciation des actifs d'Uramin, à hauteur de 1,45 milliard d'euros. AREVA réduit à zéro la valeur de Bakouma ; 2012 AREVA accroît les dépréciations d'actifs d'URAMIN ; mai 2015 Trois informations judiciaires sont confiées à des juges d'instruction ; juin 2015 : Le démantèlement d'AREVA est initié.

HISTORIQUE DE BAKOUMA (Bande inférieure): 1949 : Première découverte du gisement de Bakouma par le Commissariat à l'énergie atomique ; 1963 : premières études sur la viabilité du site ; 1968 : Bokassa exige de la France la mise en exploitation du site ; 1969 : première exploration du site par une compagnie française, la CFMU, qui revend les permis en 1973 à une société suisse ; 1991 : abandon définitif du site ; 17 octobre 2006 Uramin investi le gisement de Bakouma, inauguré en présence du Président François Bozizé ; 2007 Uramin part du jour au lendemain ; décembre 2007 : AREVA reprend le flambeau ; 2008 : Bozizé bloque l'exploitation du site ; 2010 : Bozizé accepte, moyennant finances, la mise en exploitation du site. 2011 : Gianfranco Tantardini annonce au nom d'AREVA la mise en sommeil du site, l'évacuation commence ; 24 juin 2012 : le site est attaqué ; juillet 2012 : le site est évacué ; décembre 2012 : tous les salariés sont licenciés sans préavis.